

De la partialité des analyses du conflit du Moyen-Orient

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Depuis le début de la guerre à Gaza, déclenchée le 7 octobre 2023 par le massacre de 1 200 Israéliens innocents en une seule journée, médias et institutions internationales de renom se sont souvent fait l'écho, sans recul critique, des déclarations du soi-disant "ministère de la Santé du Hamas." Ce dernier accuse régulièrement Tsahal de cibler délibérément les hôpitaux dans l'enclave palestinienne contrôlée par le mouvement islamiste.

Or, lorsqu'on sait que le Hamas prône l'endoctrinement de la jeunesse à travers l'incitation au martyre et instrumentalise les souffrances civiles pour alimenter la guerre médiatique, il est impératif d'aborder ces affirmations avec une extrême prudence. En plaçant délibérément des roquettes braquées sur Israël dans des écoles de l'UNRWA, des hôpitaux et des immeubles, le Hamas s'octroie le droit de maximiser les victimes civiles pour susciter la sympathie internationale, sans considération aucune pour le bien-être des habitants de Gaza.

La guerre des tunnels fortifiés et la neutralisation des installations civiles détournées à des fins militaires compliquent davantage l'effort de minimisation des pertes collatérales. Cela explique en partie la durée du conflit. Malgré cela, les organisations internationales semblent examiner les actions d'Israël sous un prisme impitoyablement critique, oubliant que toute guerre, malheureusement, s'accompagne de pertes collatérales.

L'impartialité de certains forums internationaux est également sujette à caution. L'ONU, dominée par une majorité de pays non démocratiques, multiplie les résolutions condamnant exclusivement Israël en oubliant les nombreux autres conflits de la planète. En parallèle, alors que depuis la Seconde Guerre mondiale, des dizaines de millions de réfugiés ont été intégrés et ont perdu leur statut, les réfugiés palestiniens continuent à être considérés comme tels à perpétuité, génération après génération. Une

agence onusienne dédiée uniquement aux réfugiés palestiniens et excluant les réfugiés juifs (l'UNRWA) soutient cette exception et il a été démontré plus d'une fois que les fonds qui lui sont alloués servent également à alimenter l'enseignement de la haine et l'infrastructure terroriste.

Cette partialité atteint un sommet lorsque la Cour internationale de justice exige d'Israël des mesures « préventives » contre le génocide, tout en restant silencieuse face aux massacres massifs dans plusieurs pays : Syrie, Darfour, Tchétchénie, Cambodge, Bangladesh, Irak, Rwanda, Tibet sans compter ceux commis au cours des guerres civiles en Algérie, au Soudan et au Yémen, pour se concentrer exclusivement sur Israël.

Cela évoque une allégorie : **chercher une clé perdue non pas là où elle est tombée, mais dans un lieu éclairé.**

L'histoire offre un parallèle saisissant. En 1475, à Trente, la disparition mystérieuse d'un enfant nommé Simon entraîna une accusation de meurtre rituel contre la communauté juive locale. Les dirigeants furent torturés, et seize d'entre eux furent exécutés. Un émissaire pontifical dénonça cette injustice, mais fut attaqué par une foule hostile. Simon fut ultérieurement proclamé martyr, avant que son statut ne soit révoqué en 1965. Pourtant, en 2020, une peinture antisémite de Giovanni Gasparro relança cette calomnie, révélant combien les préjugés perdurent.

De façon analogue, le 17 octobre 2023, le New York Times attribua à Israël la responsabilité d'un bombardement sur un hôpital à Gaza. La presse mondiale s'empressa de relayer cette version. Pourtant, six jours plus tard, le journal reconnut que l'explosion avait été causée par un tir raté du Djihad islamique. La rectification, toutefois, passa inaperçue, laissant une empreinte durable sur l'opinion publique. L'impartialité et la complexité de la couverture médiatique des guerres modernes sont des plus difficiles, certes. Néanmoins, les accusateurs d'Israël qui ignorent les méfaits des terroristes et de ceux qui les protègent ne font que perpétuer et la souffrance et l'incompréhension.

Israël s'est sérieusement préparé pour démanteler les 150 000 missiles du Hezbollah au Liban. Il semble bien toutefois que le danger de Gaza ait été

sous-estimé d'autant plus que 18 000 Gazaouis travaillaient quotidiennement en Israël et que l'on se préparait à en engager 50 000 autres. Le réveil aura été brutal. L'endoctrinement de la haine à Gaza n'était pas qu'un refrain désincarné. Il était loin d'égaliser en priorité l'amélioration du bien-être des Gazaouis. C'est là la dure réalité qui ne peut être ignorée.

Ce n'est qu'en appliquant des critères de jugement équitables à toutes les parties impliquées que les institutions médiatiques et onusiennes pourront regagner leur crédibilité. En attendant, Israël, confronté à des défis immenses et des options limitées, n'a d'autre choix que d'agir en suivant sa propre conscience.